



Le MEDEF en Rhône-Alpes plus que jamais vigilant au lendemain de la Grande Conférence Sociale

Lyon, le 13 juillet 2012 – Lors d'une conférence de presse organisée ce jour en présence de Jean-Charles Potelle, Président Directeur Général de la société Boldoduc et Président d'Unitex (Union Interentreprises Textile Lyon et Région), le MEDEF Rhône-Alpes, représenté par son Président, Bernard Gaud, a tiré les enseignements de la Grande Conférence Sociale qui s'est déroulée cette semaine au Palais d'Iéna, à Paris.

La nécessaire prise en compte de la réalité économique actuelle

« *On ne peut pas aborder les questions sociales en les isolant des questions économiques, a déclaré Bernard Gaud. Nous regrettons justement que les débats qui se sont tenus lors de la Grande Conférence Sociale n'aient pas bien pris en compte la réalité économique actuelle et la situation de grande difficulté dans laquelle se trouvent nos entreprises* ».

- **Sur fond de fragmentation de la zone euro, la conjoncture économique française apparaît en effet fortement dégradée** : selon l'Insee, la croissance économique a été nulle en France au premier trimestre 2012 (+0,1% au quatrième trimestre 2011). L'investissement des entreprises est en retrait (-1,4%), la situation du marché de l'emploi continue à se détériorer (taux de chômage de 10%) et la consommation des ménages est atone (+0,2%, soutenue par les dépenses d'énergie). L'une des inquiétudes majeures est la baisse tendancielle de la marge brute des entreprises françaises par rapport à leurs concurrents européens, notamment l'Allemagne. De surcroît, les perspectives ne sont pas bonnes, comme l'attestent les dernières enquêtes de conjoncture : sur l'ensemble de l'année, l'activité économique française serait quasi nulle, avec un deuxième trimestre attendu en contraction (-0,1%, source Banque de France).
- **La région Rhône-Alpes n'échappe pas à cette morosité ambiante**. Après un début d'année plutôt correct, le deuxième trimestre a été médiocre dans la plupart des secteurs d'activité. Le chiffre d'affaires cumulé des entreprises rhônalpines est resté atone au premier semestre 2012 mais il s'affiche en retrait de plus de 7% sur le seul mois de juin. Compte tenu de l'érosion progressive des carnets de commande et des niveaux tendus de trésorerie, les perspectives, tant sur le plan de l'activité que de l'emploi, sont très prudentes. Selon l'Insee Rhône-Alpes, la conjoncture internationale (spectre de la récession dans la zone euro) et nationale (stabilité du PIB, dégradation du pouvoir d'achat, outils de production en sous capacités, investissements non financiers en berne, etc.) laisse présager, au mieux, une stagnation de la situation économique régionale.

« *La plupart de nos territoires et de nos branches professionnelles témoignent d'une situation extrêmement délicate pour leurs entreprises, en particulier les PME, tant au niveau de l'activité que sur le plan de la trésorerie : l'industrie, les services, le BTP, le commerce, etc., un grand nombre de secteurs sont touchés et aucun indicateur ne laisse entrevoir d'amélioration au cours des prochains mois, a précisé Bernard Gaud. Seules les entreprises ayant développé des activités à l'international, dernier réservoir de croissance, semblent heureusement tirer leur épingle du jeu* ».

La compétitivité des entreprises : la priorité pour sortir de la crise

Dans ce contexte dégradé, le MEDEF est convaincu que **la compétitivité des entreprises doit être au cœur de toutes les discussions économiques et sociales.**

- **D'après une récente étude de COE-Rexecode, le taux de marge des entreprises non financières est en effet tombé à son plus bas niveau depuis 1985**, du fait notamment du double-choc subi par le tissu productif français : un choc de coût lié à la réduction du temps de travail début 2000 et un choc d'activité, lié à la récession qui a accentué la dégradation des capacités financières des entreprises.

Or, *« c'est de la compétitivité de nos entreprises que dépendent notre modèle de société, notre croissance future et, à la clé, nos emplois, a rappelé Bernard Gaud. De la compétitivité prix, relative aux coûts de fabrication de nos entreprises ; de la compétitivité hors prix, qui a trait à la qualité de nos produits ; et aussi de la compétitivité psychologique, relative à l'esprit d'entreprise et à sa faculté de voir dans chaque crise une nouvelle opportunité ».*

« Il n'y aura pas de sortie de crise sans l'audace créatrice de nos entreprises ! », a ajouté Bernard Gaud.

- Si le MEDEF peut donc se satisfaire de l'ouverture d'une concertation sur les nouveaux modes de financement de la protection sociale, l'annonce de la **fin des négociations sur les accords « compétitivité-emploi »**, qui permettraient aux entreprises de moduler le temps de travail en période de difficulté, tout comme le **refus d'entamer l'acte 2 d'une négociation sur le marché du travail** représentent en revanche **une position inacceptable.**

« Cela revient à nier que le marché du travail dysfonctionne et à renforcer encore davantage les lourdeurs qui pèsent sur nos chefs d'entreprise, au moment même où, comme nos voisins européens l'ont bien compris, nous aurions besoin de flexibilité et de souplesse pour surmonter les difficultés actuelles, a poursuivi Bernard Gaud. Cela va à l'encontre de la croissance et de la création d'emplois ».

Situation en Rhône-Alpes : le MEDEF exigeant

Au lendemain de la Grande Conférence Sociale, **le MEDEF Rhône-Alpes réaffirme sa détermination à défendre les intérêts des entreprises de la région pour davantage de compétitivité, de croissance et d'emplois**, dans le cadre de l'ensemble des initiatives et des projets rhônalpins.

- **Dans le domaine des transports**, à l'heure où le Gouvernement songe à *« élaguer dans les projets qui ont été proposés »* et à se concentrer plutôt sur l'entretien du réseau existant, **le MEDEF Rhône-Alpes se mobilise en faveur du projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin.** Ce projet concerne annuellement plus de 200 milliards d'euros d'échanges commerciaux et 25 millions de voyageurs, pour un coût de réalisation annuel inférieur à 1% du total des échanges. L'analyse coûts-bénéfices du projet a mis en évidence le gain de 3 millions de tonnes annuelles de CO2 sur l'ensemble de la liaison grâce au report de 700.000 poids lourds de la route vers le rail.

« Le projet de liaison transalpine est un vecteur de croissance indispensable au service de la compétitivité régionale, capable en outre d'apporter des solutions aux défis environnementaux auxquels nous devons faire face, a déclaré Bernard Gaud. Ce sont plusieurs milliers d'emplois, directs et indirects, qui sont en jeu ! ».

- **La liaison Lyon-Saint-Etienne, premier flux routier rhônalpin, constitue également, aux yeux du MEDEF Rhône-Alpes, un enjeu stratégique.** Il s'agit avec ce projet de garantir un lien direct et sûr entre les deux agglomérations, de façon à faciliter les échanges et à renforcer les projets d'investissements sur le territoire.

« Chaque année, on estime à 500 millions d'euros le coût des embouteillages sur ce tronçon, soit le prix d'une A45 tous les deux ans... », a déploré Bernard Gaud.

- **Dans le domaine de l'énergie**, à l'aube d'un grand débat national et au moment où le Gouvernement promet une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50% à l'horizon 2025, **le MEDEF Rhône-Alpes tient à rappeler le positionnement d'excellence mondiale de la région Rhône-Alpes dans la filière nucléaire**, source de richesse et d'emplois. Rhône-Alpes est aujourd'hui la 1^{ère} région française productrice et exportatrice d'électricité sans émission de CO2, avec 115 milliards de kWh produits annuellement, soit 25% de l'électricité nationale.

« Il ne faudrait pas détruire une industrie florissante et reconnue dans le monde entier par pure idéologie politique, averti Bernard Gaud. La compétitivité de nos entreprises du secteur énergétique, en particulier en Rhône-Alpes, devra être l'un des principaux critères pour guider les futures décisions dans ce domaine ».

- **Dans le domaine de la formation et de l'enseignement**, alors que le Gouvernement vient de lancer la concertation sur la refondation de l'école, **le MEDEF Rhône-Alpes place l'alternance et l'apprentissage parmi les chantiers prioritaires.** D'après une enquête récente de l'OFEM (Observatoire de la formation, de l'emploi et des métiers), les étudiants qui sortent de l'alternance connaissent un taux d'insertion de près de 85%, la plupart étant embauchés par l'entreprise d'accueil avant même la fin de leur contrat d'alternance.

« A l'heure actuelle, moins de 10% des jeunes qui arrivent sur le marché du travail sont passés par une formation en alternance, en apprentissage ou en contrat de professionnalisation alors que ce taux grimpe à plus de 50% dans certaines régions en Suisse et en Allemagne, a précisé Bernard Gaud. L'alternance est un formidable outil : pour l'étudiant, qui accroît considérablement son employabilité au terme de sa formation ; et pour l'entreprise, qui a, avec l'alternance, la possibilité de former un futur collaborateur qu'elle pourra embaucher ensuite ».

- Le MEDEF Rhône-Alpes est depuis longtemps attaché au **rapprochement entre le monde de l'entreprise et celui de l'éducation**, notamment avec des initiatives comme la Semaine Ecole Entreprise. « *L'entreprise apprenante, l'université entreprenante* », a poursuivi Bernard Gaud.

Le MEDEF restera vigilant vis-à-vis des suites de la Grande Conférence Sociale et rappellera sans hésiter ses exigences pour l'amélioration réelle de la compétitivité des entreprises, et donc de la croissance et de l'emploi.

Contact MEDEF Rhône-Alpes

Stéphane Flex

Délégué régional économie & communication

04 78 77 07 85

06 75 42 78 18

sflex@medef-rhone-alpes.fr